

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS BIOVILLENEUVOIS

ZI La Boulbène
Rue Alfred Nobel
47300 Villeneuve-Sur-Lot

Références : NA-FP/SM/UbD24-47/2025/234
Code AIOT : 0005211709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SAS BIOVILLENEUVOIS implanté ZI La Boulbène Rue Alfred Nobel 47300 Villeneuve-sur-Lot. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la présente inspection s'inscrit parmi les actions nationales 2025 définies par la Direction Générale de la Prévention des Risques et sur la préparation aux "pertes d'utilités" en particulier. Bien que cette action cible plus particulièrement les établissements Seveso. Un incident de janvier 2025 a montré les enjeux d'anticiper ces épisodes pour les installations de Biovilleneuvevois. L'objectif est d'apprécier la maîtrise des problématiques associées à la gestion de coupures d'électricité qui peuvent générer des défaillances concernant l'autonomie des dispositifs de secours et des équipements de sécurité. Ces contrôles ont pour but de vérifier l'effectivité et la pertinence des mesures prévues pour pallier de telles défaillances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BIOVILLENEUVOIS
- ZI La Boulbène Rue Alfred Nobel 47300 Villeneuve-sur-Lot
- Code AIOT : 0005211709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS BIOVILLENEUVOIS est autorisée par arrêté préfectoral initial du 6 décembre 2013 pour exploiter une installation de méthanisation traitant jusqu'à 71 000 tonnes/an (195 tonnes /jour) de déchets organiques et produisant environ 7,6 M.Nm3/an de biogaz par fermentation anaérobie, et une installation de valorisation énergétique du biogaz produit, par injection directe de biométhane (biogaz épuré) dans le réseau de distribution de gaz naturel. Après plusieurs optimisations, l'exploitant est autorisé depuis l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2017 à traiter 220 tonnes par jours de déchets organiques.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite inspection 2024 : Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suite inspection 2024 : RETENTION ET CONFINEMENT	Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 7.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Suite inspection 2024 : RETENTION ET CONFINEMENT	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42.VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	NT				
4	Suite inspection 2024 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Suite inspection 2024 : DEFENSE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts documentaires ont été relevés lors de cette inspection et il est urgent d'y remédier. L'exploitant ne dispose notamment toujours pas de justification concernant la fréquence adéquate de contrôle des détecteurs d'incendie installés dans les parties de ses installations dont il n'assure pas l'exploitation en direct. Certains de ces écarts documentaires sont directement liés au thème de l'inspection : ainsi, l'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour de ses réseaux électriques.

D'autres écarts, plus structurels (absence d'analyse exhaustive de la sensibilité à la perte d'alimentation électrique) ou organisationnels (absence de consignes), ont également été identifiés.

L'incident survenu le 14 janvier 2025 montre que, bien que l'étude de dangers de l'exploitant conclue à l'absence de risque majeur d'origine interne, tous les enjeux de sécurité ne sont pas correctement anticipés en cas de perte d'alimentation électrique. Les procédures qui avaient fait défaut dans la gestion du torchage lors de cet événement ne sont toujours pas établies. L'exploitant indique qu'une réflexion de fond est en cours afin d'améliorer l'anticipation de ces situations, mais celle-ci n'a pas encore abouti.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 2024 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : « Les installations sont protégées contre les effets de la foudre. Le dispositif de protection est vérifié au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent. Les conclusions de la vérification sont consignées dans un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Suite à l'inspection de 2024, en réponse au point de contrôle n°7, l'exploitant a précisé dans sa réponse du 14 août 2025, concernant les protections contre la foudre : « L'étude a été reprise en précisant le nom du TGBT en <i>TGBT 800 kVA Air Liquide</i> . Il s'avère que ce dernier n'est pas protégé. Un devis a été proposé pour la mise en place de ce parafoudre. Il sera réalisé courant août. » À la date de la visite, l'installation du dispositif n'est pas opérationnelle. L'exploitant présente à l'inspection un devis daté du 15 juillet 2025 ainsi qu'une commande, en date du 24 septembre 2025, pour l'installation de ce parafoudre. Le prestataire prévoit d'intervenir avant le 15 novembre prochain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Avant le 15 février, l'exploitant transmet un rapport de vérification post-travaux attestant de la bonne protection contre les effets de la foudre sur le TGBT 800 kVA Air Liquide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suite inspection 2024 : RETENTION ET CONFINEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou

assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...].

Constats :

Concernant l'étanchéité du parc de stockage de digestats, l'exploitant a fait réaliser, le 17 janvier 2025, des essais de perméabilité de la rétention.

Selon son analyse, les résultats de l'étude montrent que, sur 7 points de contrôle, 3 présentent des vitesses d'infiltration supérieure à 1×10^6 . L'exploitant prévoit, dans son budget 2026, une enveloppe destinée à la mise en place d'un enrobé étanche sur les zones concernées. La commande n'est pas encore passée à la date de l'inspection.

À terme, l'exploitant souhaite réaliser l'étanchéité de la totalité des surfaces du parc de stockage par un revêtement en enrobé d'ici 2031.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis l'intégralité du rapport de mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, sous trois mois, à l'inspection un engagement de programme des travaux d'imperméabilisation de l'ensemble des fosses de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite inspection 2024 : RETENTION ET CONFINEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.</p> <p>[...]</p> <p>VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant l'étanchéité du parc de stockage de digestats, l'exploitant a fait réaliser, le 17 janvier 2025, des essais de perméabilité de la rétention.</p> <p>Dans sa transmission des résultats de ces mesures, l'exploitant indique que « certaines parties du site sont conformes. Le site prévoit, dans son budget 2026, une enveloppe permettant la mise en enrobé des zones qui ne respectent pas la vitesse de perméabilité ».</p> <p>L'inspection constate que, pour l'ensemble des sondages, les vitesses d'infiltration mesurées sont supérieures aux exigences réglementaires.</p> <p>Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2025, au moins 20 % des surfaces des rétentions doivent répondre</p>

aux exigences réglementaires et présenter une vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité inférieure à 10 ⁷ m/s.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la mesure où aucun des sept sondages réalisés ne montre une vitesse de perméabilité inférieure à 10⁷ m/s, l'exploitant doit justifier d'une commande permettant qu'au moins 20 % de la surface totale des rétentions respecte les performances d'étanchéité requises. Cette commande est transmise à l'inspection sous trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suite inspection 2024 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes organisationnelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation [...] est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés [...]. Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps (et dont la teneur et la fréquence ne peuvent être inférieures aux prescriptions du fabricant).</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de sécurité incendie. Il rédige ou fait établir des consignes de maintenance (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- • l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;-les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

Constats :

L'exploitant n'a transmis les résultats de vérification des détecteurs de fumée des installations opérées par Air Liquide que pour un seul exercice : 2024 (valables jusqu'au 4 décembre 2024). Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des derniers résultats de contrôle.

Ni au cours de l'inspection, ni postérieurement, l'exploitant n'a été en mesure de produire les deux derniers comptes-rendus d'intervention sur les réseaux de détection de fumée des installations opérées par Air Liquide, attestant de la fréquence minimale de vérification et du bon état de ce réseau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que la prescription de contrôle s'applique à l'ensemble des installations exploitées sur le site, y compris celles qui sont opérées par des tiers dans le cadre de contrats. Lors de l'inspection, la partie du traitement du biogaz opérée contractuellement par Air Liquide n'a pas pu être vérifiée, celle-ci étant inaccessible en l'absence de personnel d'Air Liquide.

L'exploitant communiquera à l'inspection la liste des détecteurs incendie présents sur les équipements opérés par Air Liquide, ainsi que les deux derniers rapports d'intervention de maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suite inspection 2024 : DEFENSE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 7.6.12 «Défense incendie» de l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2017-12-22-004 du 22 décembre 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes:
 "Les digesteurs et les cuves de stockage de digestats doivent être munis de dispositifs permettant aux secours publics de réaliser une extinction en cas d'incendie situé à l'intérieur des ces installations. La vidange de ces cuves doit être possible, en cas d'incendie, par des moyens gravitaires ou mécaniques."

Constats :

Depuis l'inspection de 2024, l'exploitant n'a pas demandé à l'inspection d'adapter la prescription à la connaissance de ses risques. L'exploitant considère que les digesteurs et les cuves de stockage de digestats ne sont pas source potentielle d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 1 mois une justification à l'appui de sa demande de suppression de la prescription concernée ou propose dans le même délai un calendrier d'étude et de travaux pour se mettre en conformité avec la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Le site est alimenté depuis le réseau public en 20 000 V par une ligne enterrée qui dessert deux postes de livraison situés à l'entrée du site. Un poste de livraison est dédié à la fourniture d'énergie de la partie d'épuration des gaz, opérée par Air Liquide. Le second poste alimente les autres installations du site.

La distribution électrique (côté production) s'organise comme suit :

- Le poste de livraison du site alimente deux Tableaux Généraux Basse Tension (TGBT).
- Un TGBT est situé au niveau du hall de réception.
- Le second TGBT correspond à l'armoire process BIGADAN.

La distribution s'effectue du transformateur vers le premier TGBT (hall de réception), puis de ce TGBT vers l'armoire process. Cette dernière alimente l'automatisme et la puissance, incluant l'ensemble des variateurs.

De conception, aucune redondance n'a été prévue dans les liaisons de distribution électrique internes.

Bien qu'aucune analyse de sensibilité menée à la conception de l'installation ne puisse être restituée par l'exploitant, celui-ci indique la présence d'un groupe électrogène sur site, destiné à assurer l'intégrité des membranes des « gaz bags » de chaque digesteur en cas de perte d'alimentation électrique.

L'air nécessaire au fonctionnement de certaines vannes dépend d'une alimentation électrique fiable pour le compresseur d'air du site. Aucun secours électrique n'est actuellement disponible pour garantir la continuité des besoins en air.

Au cours de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de produire un plan général de son réseau électrique. Postérieurement à l'inspection, un plan d'implantation des liaisons souterraines et des fourreaux (« LOT Électricité CF & CF Création d'une usine de méthanisation ») a été transmis. Ce plan, dont la dernière mise à jour date du 5 août 2015, n'est plus d'actualité et ne permet pas, notamment, de localiser l'emplacement du groupe électrogène de secours.

La maintenance des postes de transformation est prévue tous les deux ans ; la dernière intervention a eu lieu en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Produire sous trois mois le dernier plan actualisé décrivant les installations électriques et permettant de localiser chaque organe de coupure.

Produire sous 1 mois les deux derniers rapports de maintenance de tous les postes de transformation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces

conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En cas de perte d'électricité, la production de méthane se poursuit par inertie de la biologie, bien qu'aucune circulation ni aucun brassage ne puisse être maintenu. L'exploitant n'identifie aucun risque d'accident majeur en cas de perte d'alimentation électrique. Il envisage une mise en sécurité de ses installations afin de se prémunir contre tout risque industriel sur son outil de production. Dans ce cadre, il a identifié les membranes équipant les « gaz bags » des postes digesteurs comme les seuls équipements nécessitant une protection en cas de coupure électrique. À ce titre, un groupe électrogène est présent pour alimenter deux ventilateurs, assurant une contre-pression suffisante (de quelques mbar) pour maintenir l'intégrité de ces membranes.

L'exploitant dispose par ailleurs d'un numéro d'appel d'urgence fourni par le distributeur d'électricité, qui lui permet d'être prévenu en cas de coupure d'alimentation.

Il n'a pas identifié d'effet en cascade sur les utilités en cas de coupure électrique.

En cas de coupure, le traitement du gaz et son injection dans le réseau n'étant pas secourus, la production résiduelle doit être détruite par torchage.

En janvier 2025, un défaut sur le câble sortant d'un des deux postes de livraison a conduit l'exploitant à une coupure totale d'alimentation, bien que le défaut ne concernait qu'une partie des équipements, à l'exception de ceux destinés à l'épuration du biogaz, alimentés par le poste de livraison dit PTR Air Liquide. Cet incident a fait l'objet d'une publication par le BARPI sous la référence n° 63589.

Depuis cet incident, l'exploitant a engagé une réflexion visant à élargir les équipements nécessitant une alimentation électrique de secours. Cette réflexion, qui n'était pas aboutie au jour de l'inspection, identifie les besoins de secourir l'alimentation des équipements suivants :

- Les ventilateurs des « gaz bags » des postes digesteurs
- Le fonctionnement de la torche de secours
- L'automate de conduite
- Les onduleurs (bureaux et process)
- Le système anti-mousse des digesteurs
- Le compresseur d'air
- Le traitement du biogaz

L'exploitant a remis à l'inspection une synthèse de cette réflexion, signalant : *Volonté de secourir : torchère + onduleur process + air comprimé + onduleur bureaux + système anti-mousse → commandé. Réalisation en cours.*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant remettra à l'inspection une synthèse de sa stratégie visant à assurer la mise en sécurité de ses installations en cas de coupure d'alimentation électrique. Cette stratégie comportera, à minima, un échéancier de réalisation ainsi qu'une liste exhaustive des fonctions ou équipements dont l'alimentation électrique doit être secourue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Comme indiqué au point précédent, seuls les ventilateurs permettant de garantir l'intégrité des « gaz bags » des postes digesteurs sont aujourd'hui électriquement secourus. En cas de défaillance de l'alimentation électrique, le fonctionnement de la torche de sécurité n'est pas assuré. Lors de l'incident de coupure électrique en janvier 2025, la torchère, qui constitue un équipement de sécurité essentiel pour brûler l'excès de biogaz et éviter les dégagements dans l'environnement, ne s'est pas déclenchée automatiquement. Son redémarrage a nécessité une intervention humaine après le rétablissement du réseau électrique. Il n'existe actuellement pas de consignes opératoires formalisées ni de fiches réflexes permettant de gérer un arrêt électrique prolongé dans les conditions actuelles du site. Par courriel du 17 novembre, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">• Mode opératoire - Perte électrique / Groupe électrogène (GS-TBF-EXP-BIOV-001), en date de 11/2025 ;• Fiche réflexe - Perte électrique (GM-TBF-EXP-BIOV-001), en date de 11/2025. Aucun de ces deux documents ne constitue les consignes opérationnelles attendues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre à l'inspection l'ensemble des consignes opératoires qu'il a transmises à son personnel, afin de garantir que les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations sont respectées. Ces conditions et modalités doivent être formalisées dans une procédure permettant de s'assurer que le maintien des barrières de sécurité ou des mesures de maîtrise des risques (détection, report d'alarme, torchère de sécurité, etc.) est assuré, que ces dispositifs soient maintenus en service ou automatiquement mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à

<p>l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de fiches réflexes pour plusieurs scénarios d'urgence (incendie, intrusion, pollution, détection d'H₂S, fuite de gaz, colis suspect, accident). Cependant, le scénario critique de coupure électrique prolongée ou d'arrêt général du site n'est pas couvert par les consignes opératoires formalisées ni par les fiches réflexes actuelles.</p> <p>Dans le mode dégradé actuel, en cas de coupure électrique, certains équipements critiques (comme la torchère) ne se déclenchent pas automatiquement, nécessitant une intervention humaine. L'absence de formalisation de la procédure pour cette intervention manuelle constitue une lacune directe concernant les consignes d'exploitation et de sécurité pour un élément essentiel de la maîtrise des risques.</p> <p>L'exploitant reconnaît que le site manque de consignes opératoires formalisées ou de fiches réflexes pour gérer une coupure électrique prolongée dans le mode dégradé actuel.</p> <p>Le choix de l'exploitant a été de suspendre la rédaction de cette fiche réflexe en attendant la mise en place du nouveau système de secours (groupe électrogène plus puissant), afin que la procédure reflète le mode de fonctionnement futur « normal ».</p> <p>Le mode opératoire et la fiche réflexe transmis par l'exploitant par courriel du 17 novembre ne satisfont pas aux obligations réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Produire, sous trois mois, les consignes permettant aux opérateurs de maintenir les installations en sécurité, y compris en cas de coupure d'alimentation électrique dans l'état actuel des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont</p>

maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En cas de perte d'alimentation électrique, l'exploitant dispose :

- d'un groupe électrogène d'une autonomie d'au moins 8 heures, facilement réapprovisionnable, utilisé uniquement pour maintenir les ventilateurs des « gaz bags » de chaque poste digesteur ;
- d'onduleurs d'une capacité de 30 minutes pour la supervision.

L'exploitant estime que des rondes peuvent être effectuées pour pallier l'absence de supervision. Lors de l'incident de coupure électrique du 14 janvier 2025, la torchère, équipement essentiel pour la sécurité permettant de brûler le biogaz produit et d'éviter son dégagement dans l'environnement, ne s'est pas déclenchée automatiquement. L'arrêt de l'installation a nécessité une intervention humaine pour redémarrer la torchère une fois l'alimentation électrique rétablie. Aujourd'hui, en cas de coupure électrique, une intervention humaine reste nécessaire pour redémarrer la torchère, et le site fonctionne en mode dégradé tant qu'un groupe électrogène suffisamment puissant pour secourir les équipements critiques (torchère, automate, compresseur d'air) n'est pas installé.

L'exploitant a identifié la nécessité de secourir plusieurs équipements critiques via un nouveau groupe électrogène, dont la torchère, le compresseur d'air, l'automate et le traitement de l'air, à la suite d'une analyse des risques post-incident. Cependant, ces équipements ne sont pas encore sécurisés. L'exploitant prévoit de louer un groupe électrogène temporaire pour pallier cette lacune en attendant la finalisation de l'AZOP et l'installation définitive, potentiellement au premier trimestre 2026.

Par conséquent, la barrière de sécurité critique (le torchage automatique) n'est pas maintenue en état de fonctionnement automatique lors d'un arrêt électrique imprévu.

Le groupe électrogène existant, qui sécurise les gaz bags, fait l'objet d'un test mensuel par coupure réelle de l'alimentation électrique, et ce contrôle est tracé dans le système de GMAO. Cependant, l'afficheur de ce groupe électrogène est défaillant, empêchant la lecture des informations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection considère ce choix de temporisation comme insuffisant et demande une procédure

ou consigne sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate sur la GMAO</p> <ul style="list-style-type: none"> • bon mensuel pour le test du groupe électrogène de 30 minutes en charge (l'affichage local du groupe électrogène est défectueux et ne permet plus de constater les temps de fonctionnement) • rien sur la partie onduleur supervision pas de vérification de l'état de charge des batterie de l'onduleur. <p>L'exploitant indique que l'onduleur actuel va être remplacé, un devis est en cours pour son remplacement</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois justifier que l'affichage local du groupe électrogène est opérationnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Les systèmes de détection d'incendie (SSI) bénéficient d'une alimentation secondaire dédiée, la détection fixe de gaz toxiques (H2S) et inflammables (CH4) n'est pas secourue actuellement. Les rapports d'intervention de maintenance du SSI (systèmes de sécurité incendie) du 16 mai 2025 et du 15 octobre 2025 confirment que les mesures sur les alimentations secondaires (batteries) ont été effectuées. Le calcul de l'autonomie des batteries de la centrale incendie était jugé "OK". La transmission des alarmes et des dérangements via le transmetteur téléphonique (télésurveillance) est également contrôlée et est signalée comme "Vérifié". Suite à l'incident de coupure électrique de janvier, l'exploitant a identifié la nécessité de secourir certains de ces postes, notamment les systèmes de détection et la supervision dans les bureaux. Le plan en cours consiste à réaffecter un groupe électrogène existant aux bureaux pour sauvegarder ces fonctions (supervision et détection incendie), ou à acheter un nouveau GE plus puissant pour secourir l'automate, la torchère, le compresseur d'air, et par extension, les systèmes de détection critique. .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois l'exploitant remet à l'inspection une synthèse de sa stratégie et des échéances de mise en œuvre des actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois